

# Ce que les Juifs Roumains doivent à la Prusse

*Un Marché Allemand*

PAR

**MOSCO MARCU**

— • —  
**PRIX : 30 centimes**

PARIS

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**  
**108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS**

1916

\* PXM

James Renn

2 Barker, Expos't. 1870.

JP

CE QUE LES JUIFS ROUMAINS  
DOIVENT À LA PRUSSE



# Ce que les Juifs Roumains doivent à la Prusse

*Un Marché Allemand*

PAR

**MOSCO MARCU**

**PRIX : 30 centimes**

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1916



# CE QUE LES JUIFS ROUMAINS DOIVENT A LA PRUSSE

par

MOSCO MARCU

## AVANT-PROPOS

Je suis originaire de Brăila, en Roumanie. Mon père était un petit commerçant ; il n'avait reçu qu'une instruction très élémentaire, mais il lisait les journaux, pour voir, comme il disait, si les Chambres roumaines n'avaient pas voté quelque loi nouvelle contre les juifs. Aux repas, et surtout le samedi, il nous parlait souvent de la situation des juifs en Roumanie, du refus des hommes politiques roumains de nous reconnaître la qualité de roumains et des graves conséquences que cette position d'étrangers avait pour nous. C'est ainsi que, malgré mon jeune âge, je me familiarisai peu à peu avec cette question, et, sans m'en occuper directement, j'y pensais fréquemment. En 1899, le

gouvernement roumain redoubla de rigueur contre les israélites, expulsa des campagnes des dizaines de mille d'entre eux ; ces persécutions, jointes à la terrible crise économique et agricole qui éprouva le pays, décidèrent ma famille à chercher ailleurs une patrie plus hospitalière. Nous la trouvâmes à Paris, où résidaient déjà quelques-uns de nos parents. La tranquillité que nous goûtions ne détourna pas ma pensée de la situation des israélites roumains et, bien que ma condition ne me laissât pas de nombreux loisirs, je ne cessais de me tenir au courant de ce qui se passait en Roumanie. Je n'attendais aucun geste de bonté, ou même d'équité des gouvernements roumains, leur mauvaise volonté et leur hostilité envers les israélites sont choses trop connues ; qu'ils s'appellent Sturdza ou Catargi, les gens actuellement au pouvoir, comme leurs prédécesseurs, savent admirablement exploiter la « peur du juif », qu'ils ont eux-mêmes inventée et répandue ; et c'est un jeu pour eux, quand les injustices et les actes d'arbitraire deviennent trop scandaleux et éveillent des échos dans la presse occidentale, de provoquer, directement ou par leurs séides des ligues antisémitiques, quelque « grand » meeting ou une « menace d'émeute » qui leur permet de se retrancher derrière la « volonté

populaire » pour justifier ou expliquer leurs tristes errements. Aucun juif roumain n'a d'illusions sur la « valeur » des hommes d'Etat roumains et ceux de mon peuple qui n'ont pas perdu l'espoir d'obtenir en Roumanie ce qui est dû à toute créature humaine — une patrie et un statut national — ne mettent leur confiance que dans la contrainte où la Roumanie peut se trouver placée, un jour ou l'autre, par son fait ou par le fait des autres Puissances, d'accorder aux juifs les droits de citoyens. C'est en tournant et retournant ces réflexions que me vint l'idée de me rendre compte des causes véritables qui avaient fait échouer les efforts des Puissances occidentales pour l'application effective de l'article 44 du Traité de Berlin.

Il me paraissait incompréhensible que la France, l'Angleterre et l'Italie, qui avaient pris notre cause en mains en 1878 au Congrès de Berlin, n'eussent pas réussi à triompher de la mauvaise volonté des ministres et hommes d'Etat roumains et à réaliser notre émancipation civile et politique. Quel pouvoir paralyssait donc leur action ou la rendait vaine ? Au cours des recherches que je fis sur ce sujet, il me tomba entre les mains une petite brochure publiée à Francfort en 1901, intitulée : *Die rumänischen Juden unter dem Fürsten und*

*König Karl*, par Julius Plotke. Les faits cités dans cette publication étaient tirés des *Mémoires du roi Karol*, parus à Stuttgart en 1894, et en 1900. Un passage de cette brochure (1), me parut très énigmatique et me fit entrevoir des choses que les ouvrages et documents d'ordre divers que j'avais pu consulter n'avaient même pas effleurées :

En même temps le vent tourna à Berlin, et ainsi commença la 3<sup>e</sup> phase des négociations. Les efforts du père du prince pour provoquer un revirement du cabinet allemand, l'intérêt des magnats silésiens, intéressés, par d'importants placements, au règlement de la question des chemins de fer, le désir d'amener le gouvernement roumain à de plus grandes concessions dans cette question, joint au mouvement contre le libéralisme, toutes ces causes réunies amenèrent peu à peu un changement d'attitude à Berlin.

Au début du mois de septembre (1879), M. Liteanu, délégué roumain, pouvait déjà télégraphier : à Berlin les dispositions pour la Roumanie étaient devenues amicales et en outre, un courant antisémite s'était manifesté dans l'opinion publique : le moment psychologique pour une solution éventuellement favorable de la question juive était donc arrivé.

Ces lignes me donnèrent le désir très vif de

(1) Plotke, page 29.

parcourir le texte même des quatre volumes des *Mémoires du roi Karol*, que je trouvai à la Bibliothèque Nationale, et la lumière se fit brusquement, je dirai, brutalement, dans mon esprit : L'Allemagne avait feint d'adhérer aux doctrines de tolérance et de justice qui ont trouvé leur expression dans l'article 44 du Traité de Berlin, et c'est à la faveur de cette adhésion de pure forme qu'en 1878 et en 1879 elle donna l'apparence de se joindre aux Puissances occidentales pour faire proclamer les droits des juifs, alors qu'elle était surtout occupée à poursuivre en sous-main une négociation d'ordre purement financier ; et le jour où elle arriva à ses fins, elle sacrifia la cause des israélites aux exigences de quelques douzaines de hobereaux silésiens et poméraniens, dont les placements lui tenaient plus au cœur que le triomphe des idées de justice et d'équité et que le respect de sa propre signature.

Les israélites roumains qui ont suivi les événements de cette période d'angoisses et de luttes, avaient deviné les dessous de la politique allemande, et je me souviens d'un mot souvent répété par mon père : « les magnats allemands ont tué nos espérances ». Cette parole, dont je ne comprenais pas alors le sens exact, s'éclaire d'une troublante lumière à la lecture des Mémoi-

res. Pour faire bien saisir les procédés audacieux de la diplomatie bismarckienne, il faudrait entreprendre toute l'histoire des chemins de fer roumains. J'ignore si elle est écrite, mais il suffit de lire attentivement les Mémoires pour y trouver les preuves, fournies *innocemment* par le roi Karol lui-même, de la duplicité de l'Allemagne, et je m'explique à présent la réserve singulière observée à cet égard par Plotke, qui est cependant israélite et qui défend chaleureusement notre cause, mais qui, en sa qualité d'allemand, n'a pas osé ou n'a pas voulu se prononcer trop ouvertement sur l'attitude de son pays dans cette affaire si douloreuse pour nous.

### LES CHEMINS DE FER ROUMAINS

Voici d'abord quelques renseignements sur l'origine même de la négociation :

En 1868, se forma à Berlin, sur l'initiative d'un nommé Strousberg, un consortium de financiers et d'hommes d'affaires qui offrit au gouvernement roumain d'entreprendre la construction de chemins de fer en Roumanie. Dans la liste des grands seigneurs prussiens qui par-

ticipèrent à l'affaire, figurent le duc d'Ujest, le duc de Ratibor, le comte Lehndorff. Strousberg, à la faveur de si puissantes cautions, fit accepter ses offres. Les conditions de la convention étaient assez onéreuses pour les finances roumaines, qui étaient alors en mauvais état. Le consortium lança d'importantes émissions d'obligations pour se procurer les fonds nécessaires, et c'est dans la clientèle aristocratique de la Prusse que ces titres se classèrent principalement. Mais des différends ne tardèrent pas, à s'élever entre le consortium et le gouvernement roumain sur l'interprétation et l'application du contrat, et, déjà, le 19 février 1870, le prince Karol les note dans ses Mémoires ; le 18 décembre de la même année, il raconte que la société Strousberg ne paiera pas le coupon des obligations, ce qui provoquera une catastrophe financière parmi les porteurs de titres ; il se répand en longues doléances sur les graves conséquences de cette défaillance et ajoute :

Combien de milliers de gens, en Allemagne, ont placé leurs économies en titres de chemins de fer roumains, parce que le prince de Roumanie est *allemand* !

Le 8 mars 1871, le prince écrit :

Une impudente dépêche de Strousberg constitue

une espèce d'ultimatum à la Roumanie : Fort de son droit, il refuse de payer les coupons ; avec l'appui de son gouvernement, il exigera des dommages-intérêts.

La chambre roumaine, en prenant connaissance de cette dépêche, laisse éclater son mécontentement contre le prince, qu'elle rend responsable de la catastrophe. Le prince est très découragé.

Heureusement, écrit-il à la date du 9 mars, que le prince ne possède qu'une seule action de la première émission, de 100 thaler, qu'il a prise à titre de souvenir.

La menace de Strousberg n'était pas vainue.

Du 13 mars :

Le consul général de Prusse, von Radowitz, informe le prince que le gouvernement prussien insiste pour que le coupon échu soit payé par l'Etat roumain, attendu que c'est uniquement la garantie de ce dernier qui a permis d'introduire si facilement les titres à la Bourse de Berlin.

La Chambre décide de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage. Mais ces querelles ne vont pas plus loin pour le moment.

Ce Strousberg apparaît, d'après les Mémoires du prince Karol, comme un audacieux brasseur d'affaires, pas trop scrupuleux dans le

choix des moyens de réussir, d'un grand talent de persuasion et sachant se créer des relations profitables dans les milieux où son origine plébéienne et peut-être juive (j'en juge par son nom) ne devaient pas aisément lui donner accès. Le prince ne se sentait pas entièrement irresponsable de ce qui s'était produit. C'est lui qui avait proposé au gouvernement roumain comme délégué de la Roumanie auprès de la Société concessionnaire à Berlin un nommé Ambronn, qui était attaché à la famille Hohenzollern. Ce délégué, loin de servir les intérêts de la Roumanie, aurait au moins négligé son mandat et, par là, favorisé les agissements coupables des gens qu'il était tenu de contrôler. Le 19 juin 1871, le prince adresse à son père le prince Antoine de Hohenzollern une longue relation sur l'affaire et où on lit notamment :

Quelque peine que j'en éprouve, je dois insister pour que Ambronn justifie ses agissements devant les tribunaux. Est-il innocent, il doit tenir à le prouver publiquement, car on le rend complice des filouteries de Strousberg. Ce n'est pas là une question politique, mais une question d'honneur et de droit. Ici personne n'ignore que Ambronn est encore au service des Hohenzollern et les esprits malveillants en sont encouragés à croire que nous avons cherché à le protéger. Il serait donc désirable qu'il fût relevé de son mandat de représentant des Hohenzollern.

Le conflit entre le gouvernement et la Société concessionnaire se prolongea pendant toute une année ; le 6 novembre 1871 le prince annonça que les porteurs d'obligations de Berlin se sont syndiqués, se sont débarrassés de Strousberg et ont résolu de créer une nouvelle Société, qui prendrait la suite du consortium concessionnaire. Comme on ne pouvait guère faire un nouvel appel au crédit et que d'importants capitaux étaient indispensables pour continuer etachever les lignes de chemin de fer, les banquiers Bleichroeder et Hansemann s'offrirent à fournir les fonds nécessaires. La nouvelle combinaison mettait à la tête de l'entreprise un des banquiers les plus considérables de l'Allemagne, le conseiller financier intime du chancelier, Bleichroeder.

La Société ainsi transformée proposa au gouvernement roumain une série de mesures financières qui devaient permettre de mener l'œuvre à bonne fin. Bismarck, sollicité à nouveau de prendre la défense des intérêts des porteurs allemands, alla jusqu'à la menace pour amener le gouvernement à adopter ces propositions. Il se donna même le plaisir d'humilier la Roumanie en faisant intervenir la Turquie, qui était encore suzeraine nominale de la Roumanie. Les hommes d'Etat roumains sentirent

douloureusement l'insulte, de même que le prince, mais ils n'avaient qu'à s'incliner. Ils le firent, ainsi que le Parlement, non sans conserver un amer souvenir de cette violence faite à leur esprit d'indépendance nationale.

Il était naturel que l'Allemagne prît fait et cause pour ses nationaux et s'efforçât de sauvegarder leurs intérêts. Mais son zèle et ses résolutions menaçantes avaient pour but immédiat de sauver de la ruine quelques douzaines de grands seigneurs, qui avaient été les complices conscients ou inconscients des agissements de Strousberg, qui, en tous cas, s'étaient associés à ses entreprises, avaient tacitement au moins, approuvé ses dilapidations ou ses filouteries, comme disait le prince Karol, et pouvaient être judiciairement condamnés à indemniser les porteurs d'obligations, qu'ils avaient contribué à tromper et à ruiner. Du coup, le prestige de cette aristocratie silésienne, si orgueilleuse de sa noblesse et de sa situation, se trouvait singulièrement atteint. Le prince reproduit, à la date du 8 mars 1872, une très longue lettre de son père presque entièrement consacrée aux nouvelles conventions en discussion et où ce dernier s'efforce de justifier l'attitude impitoyable adoptée par la diplomatie allemande ; il sent que l'accusation de

vouloir sauver à tout prix la fortune de ces magnats trouve créance dans l'opinion :

Ce n'est absolument pas par considération pour les grands noms qui faisaient partie du consortium Strousberg, qu'à Berlin on a agi si énergiquement, mais pour défendre les intérêts de ces milliers de petites gens, qui, pleins de confiance, ont souscrit ou acheté des obligations roumaines ; ce n'est, en somme, que la promesse d'un taux de placement très élevé qui les a poussés à prendre part à une affaire malhonnête.

La nouvelle Société ne tarda pas à se trouver arrêtée dans ses travaux, faute de fonds. En janvier 1875, le gouvernement fut averti de l'arrêt probable de toute l'entreprise, s'il n'autorisait l'émission de nouvelles obligations pour une somme de 75 millions de francs, dont il garantirait les intérêts par privilège sur les anciens souscripteurs. Résistance du ministère roumain, qui soutient que ce privilège est incompatible avec les clauses du contrat et avec les plus élémentaires règles du droit. Mais, cette fois encore, la Prusse menace. Le 26 janvier 1875, le prince rend compte à son père de la gravité de la situation et dit en propres termes :

Nous nous dissimulons d'autant moins la gravité

de l'état des choses, que le gouvernement allemand nous invite instamment à donner suite aux demandes de la Société et d'écartier ainsi une catastrophe, qui frapperait surtout les actionnaires.

Le ministère roumain céde et se décide à emprunter lui-même ces 75 millions et à les verser à la Société, ce qui diminue le chiffre des capitaux dont le gouvernement roumain a assumé la garantie d'intérêts.

Th. Rosetti est envoyé à Berlin, en mars 1875, pour s'entendre avec le gouvernement allemand et la Société sur ce débat. Quelles influences a-t-il subies à Berlin, quelles suggestions lui furent-elles faites ? A son retour, il « plaide chaleureusement pour le rachat intégral par l'Etat de toute l'entreprise. Les obligations seraient converties en titres de rente roumaine et toute la question recevrait ainsi sa solution ».

C'est la première fois que cette question se trouve nettement posée. On va voir qu'elle jouera par la suite un rôle considérable, non seulement dans toutes les tractions financières roumaines, mais dans toutes les négociations diplomatiques avec l'Allemagne et même dans la reconnaissance de l'indépendance roumaine. Pendant près de deux ans, toutes les solutions sug-

gérées soit par les Puissances, soit par la Roumanie elle-même pour l'exécution de l'article 44 du Traité de Berlin resteront subordonnées à l'acceptation par les Chambres roumaines des exigences des actionnaires et obligataires allemands, dont Bismarck sauvera impérieusement les aventureux placements.

Au cours de l'année 1875, de graves événements se préparent en Orient ; de toutes parts, des troubles se produisent dans les Balkans parmi les populations encore soumises à la Turquie, et, en 1877, éclate la guerre russo-turque. On en connaît le résultat. La Roumanie avait pris une part importante aux opérations militaires contre les Turcs et comptait avec raison, lorsque le Congrès se réunit à Berlin, au printemps de 1878, pour arrêter les conditions de la paix, obtenir son indépendance définitive. Cependant, des démarches énergiques étaient faites par le monde juif et principalement par l'*Alliance israélite* pour que le Congrès posât comme condition à cette indépendance l'émancipation des israélites de Roumanie. Dans la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1878, M. Waddington, le premier représentant de la France, proposa de subordonner l'indépendance de la Roumanie à l'institution d'un régime de complète égalité entre les habitants du pays. Cette proposition, noblement

soutenue par son auteur, fut unanimement adoptée. Elle a trouvé son expression dans l'art. 44 du Traité, qui est ainsi conçu :

En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacity en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'Etat roumain aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne sera apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les nationaux de toutes les puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité.

Le vague de cette rédaction avait ému les défenseurs de la cause juive ; ils connaissaient l'astuce des politiciens roumains et redoutaient à juste titre que la Roumanie ne profitât de l'imprécision de cette formule pour éluder ses obligations.

Dans la séance du 10 juillet, un des représen-

tants de la France, M. Desprez, montra le danger de cette rédaction pour l'émancipation des juifs roumains. Le Comte de Launay, représentant de l'Italie, « dans le but de prévenir tout malentendu », avait proposé, au cours de la discussion en commission, l'insertion de la phrase suivante : « Les israélites de Roumanie, pour « autant qu'ils n'appartiennent pas à une nationalité étrangère, acquièrent de plein droit la « nationalité roumaine. »

Le prince de Bismarck, qui présidait l'Assemblée, coupa court au débat en déclarant assez sèchement qu' « il y aurait des inconvénients à « modifier les résolutions adoptées par le Congrès et qui ont formé la base des travaux de la Commission de rédaction. Il est nécessaire que le Congrès s'oppose à toute tentative de revenir sur le fond. »

#### APRÈS LE TRAITÉ DE BERLIN

La Roumanie allait-elle réaliser les conditions mises à son indépendance ? Nous allons voir, d'après les Mémoires du prince Karol, que si l'Allemagne l'avait voulu sérieusement, l'émancipation des israélites eût été immédiate et com-

plète, malgré la résistance des politiciens roumains et l'agitation de quelques groupements antisémites de Bucarest et de Jassy ; mais l'article 44 était devenu entre les mains expertes de Bismarck une simple arme de guerre, une espèce d'article d'échange pour arracher à la Roumanie des concessions économiques.

La France, l'Angleterre et même l'Italie faisaient un effort sincère pour amener la Roumanie à se conformer « aux volontés de l'Europe » remettant notes sur notes et menaçant même catégoriquement la Roumanie de ne pas reconnaître son indépendance tant qu'elle n'aurait pas donné satisfaction, partiellement au moins, aux israélites. Officiellement, publiquement, le ministère allemand des Affaires Etrangères s'associait à leurs démarches, mais, en réalité, il poursuivait un autre but et menait une négociation en partie double, d'une part, avec le représentant officieux du gouvernement roumain à Berlin, Litteanu, pour la question juive, et, de l'autre, avec le ministre des Finances roumain pour la question des chemins de fer. Que par la même occasion, on pût satisfaire les israélites, l'Allemagne n'aurait pas demandé mieux, mais ce débat ne l'intéressait que dans la mesure où il pouvait avancer ses réclamations financières. Si la petite et faible Roumanie n'avait pas compris ce dou-

ble jeu, comment aurait-elle osé résister à la pression de l'Europe, et pourquoi les Puissances occidentales, qui voulaient loyalement l'émancipation des juifs roumains, n'auraient-elles pas forcé le gouvernement roumain à la réaliser, si elles n'avaient des raisons de craindre qu'elles se heurteraient à l'opposition ou au mauvais vouloir de l'Allemagne, dont elles n'ignoraient pas les vues et les visées particulières ; et enfin pourquoi, malgré leur répugnance certaine, qui se traduit avec vivacité dans les documents diplomatiques, se sont-elles finalement inclinées devant le refus persistant du gouvernement roumain ? Il y a là une énigme sur laquelle les Mémoires de Karol apportent une clarté édifiante.

A aucun moment la diplomatie allemande n'avait perdu de vue l'affaire des chemins de fer.

Déjà, le 16 avril 1878, peu avant la réunion du Congrès, le prince écrit :

Au cours de la conversation, Bismarck a dit à Bratianu que la Roumanie ferait bien de racheter ses chemins de fer et de reprendre les négociations interrompues par la guerre.

Plus tard, devant l'insistance de l'Allemagne et pour en finir avec cette question irritante, le

gouvernement roumain délègue à Berlin, pour l'étudier sur place, le conseiller à la Cour de Cassation Calinderu. Celui-ci négocie avec les banquiers de Berlin, mais on n'arrive pas à s'entendre ; de nouvelles propositions sont élaborées. Le 25 mars 1879, le prince écrit :

Le Conseil des ministres délibère sur le rachat par l'Etat des chemins de fer roumains. Le ministère des Affaires Etrangères de Berlin continue à l'exiger.

Le 15 avril 1879 :

Une autre question délicate se pose à nous, et de sa solution dépendrait également la nomination d'un ambassadeur allemand à Bucarest : c'est celle du rachat de nos chemins de fer. Depuis un an, des pourparlers sont engagés, mais ils ont échoué jusqu'à présent en raison des conditions onéreuses que posent les banquiers berlinois. A présent, le gouvernement allemand nous presse énergiquement d'en finir avec cette question et il déclare que sa bienveillance ultérieure pour la Roumanie est subordonnée au rachat des chemins de fer. Ici, on désire sans doute entrer en possession des réseaux de chemin de fer, mais on est très désagréablement affecté par cette pression. La question juive et celle des chemins de fer constituent deux problèmes si ardus qu'il est presque impossible de les traiter tous deux en même temps. Pour l'un comme pour l'autre, l'influence de Bleichröder se fait sentir.

Il est remarquable que cette grave question, qui préoccupe tant Berlin et qui, à diverses reprises, a provoqué le mécontentement de Bismarck, est pour ainsi dire ignorée du public et laissée dans l'ombre par la grande presse allemande ? N'est-ce pas en vertu d'un mot d'ordre de la Chancellerie, qui, en présence du grand problème d'humanité et de tolérance qui est posé à la Roumanie, ne voudrait pas paraître l'étouffer sous « quelques sacs d'écus » ? Cette impression paraît se dégager d'une lettre adressée le 22 avril par le prince Antoine à son fils :

Quant à vos désaccords avec les actionnaires des chemins de fer de Berlin, je ne suis malheureusement pas du tout au courant de cette question. Il est véritablement extraordinaire que la presse l'ait passée totalement sous silence.

Le 2 juillet, le prince note avec une visible tristesse :

L'Italie se contente de la suppression de l'article 7 de la Constitution ; l'Angleterre de la naturalisation de quelques juifs. Mais Waddington demande une solution radicale, et, à Berlin, on insiste sur le rachat des chemins de fer aux conditions imposées par les banquiers de là-bas ! *Nous ne nous attendons donc pas à ce que même le règlement satisfaisant de la question juive amène un change-*

ment en notre faveur en Allemagne ; le chancelier allemand nous est hostile et toute la sympathie de l'empereur ne changera rien.

Le 11 juillet :

Le secrétaire d'Etat, von Radowitz s'est entretenu de la question des chemins de fer avec le prince Bismarck. Il a informé Calinderu que Bismarck s'engage, au cas où le rachat aboutirait, à s'employer auprès des autres puissances pour obtenir d'elles la reconnaissance de l'indépendance roumaine.

Le prince Antoine écrit à son fils, le 28 juillet :

Avant-hier, nous avons vu l'empereur. Après le dîner, il me manda dans sa chambre, où j'eus enfin l'occasion de lui parler des affaires roumaines. La façon de voir de l'empereur m'a étonné et ravi, quand bien même à mon impression favorable je dois ajouter l'expression du regret que j'éprouve à constater que visiblement il n'a pas été tenu au courant de la situation. Il rejeta toute la faute sur l'Angleterre, qui traite la question juive avec plus de désinvolture, et l'Allemagne ne peut pas séparer sa politique de la sienne.

Lorsque je lui démontrai le contraire, et que je comparai l'esprit de modération qui se fait jour de plus en plus en Angleterre à l'attitude de l'Allemagne, si tranchante et ne tenant en aucune mesure compte des circonstances, l'empereur fut étonné au plus haut point ; il ne voulut pas m'en croire, et dit

que la question juive lui était absolument antipathique, car il connaissait les juifs de Pologne et de Russie, et que, s'il n'avait pas été malade pendant le Congrès de Berlin, il n'aurait jamais laissé cette question prendre un pareil développement. Bref, je suis convaincu que le chancelier n'a pas consulté l'empereur dans cette question ou qu'il ne la lui a pas exposée dans le détail.

Le ministre des Finances Sturdza s'était rendu à Berlin pour assister Calinderu de son autorité et de ses relations. De retour à Bucarest, il rend compte au prince de ses entretiens avec Bismarck et les chefs de la diplomatie et de la finance allemandes et voici les curieuses déclarations qu'il prête au Chancelier et que le prince Karol note le 4 août :

La première chose que la Roumanie ait à faire, c'est donc d'exécuter loyalement le Traité de Berlin. L'article 44 est dû à l'initiative de l'Italie et de la France, *l'Allemagne n'a pu y faire opposition*, car il s'agit de principes généraux en vigueur dans tous les Etats civilisés, bien qu'on ne les observe pas en Russie. La question n'est d'ailleurs pas qu'ils soient reconnus du monde entier, mais simplement de voir la Roumanie reconnaître ce qui figure dans le Traité de Berlin, sans réserve et sans arrière-pensées.

Pour améliorer les relations entre l'Allemagne et la Roumanie, il faut en finir avec la question des chemins de fer.

J'avais toujours pensé qu'il s'agissait du rachat des chemins de fer par l'Etat ; mais je vois malheureusement que le siège de la Société des chemins de fer continuerait à être à Berlin, ce qui ne peut qu'amener des difficultés ; d'autre part, on a prévu un amortissement en 44 ans, j'aurais préféré que la question pût être résolue en une fois. Il faut connaître la genèse de cette affaire pour se rendre compte de son importance. Son état actuel n'est imputable ni à nous ni à la Roumanie : les faits sont ce qu'ils sont, il faut donc sortir de cette situation pour le mieux des deux partis.

Nos intérêts sont considérables dans l'affaire, puisqu'il s'agit, en chiffres ronds, de 100 millions de marks. Il faut faire sortir ces capitaux de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent et qui a souvent obligé le gouvernement à intervenir pour les sauvegarder, ce qui a, chaque fois, provoqué une tension dans les rapports des deux Etats. La Roumanie a naturellement tout autant intérêt à avoir en mains les chemins de fer.

Ces affaires de chemins de fer sont la source de malentendus constants, qui ne permettent pas l'établissement et la consolidation de relations amicales. Elles ont été entamées par le Dr Strousberg, qui a engagé dans l'affaire les grands magnats de Silésie. Ceux-ci, de leur côté, y ont entraîné tous leurs amis et leurs subordonnés. Parmi les actionnaires de la Société roumaine des chemins de fer, nous trouvons de grands seigneurs et des dames de la cour, mais aussi des laquais de grandes maisons et même des cochers de fiacre..., presque tout Berlin

en un mot. Il y a donc ici de tels intérêts en cause que l'on ne peut en faire abstraction. Plus encore : le roi de Prusse lui-même a dû intervenir pour sauver quelques magnats silésiens, quand cela ne marcha plus avec Strousberg. Il s'adressa alors à Bleichröder. Ce dernier était assez riche pour n'avoir pas besoin de s'engager dans une affaire embrouillée ; il l'a fait cependant, parce qu'on l'en a prié, et en raison des honneurs que cela lui a rapportés. Bleichröder a donc pris l'affaire en mains, et nous avons le devoir d'être à ses côtés. Mais le roi a fait plus encore : il a dû, de sa cassette particulière, venir en aide aux grands seigneurs silésiens. On comprend donc aisément pourquoi chacun veut sortir de cette pénible affaire. Il faut vider le calice, supporter la chose jusqu'au bout, dans l'intérêt de la Roumanie comme dans celui de l'Allemagne.

Après des retards et des tergiversations, la Roumanie avait paru entrer dans les vues des Puissances ; elle modifia l'article 7 de la Constitution, qui ne donnait accès à la nationalité roumaine qu'aux seuls sujets de confession chrétienne et, au mois d'août 1879, le ministre des Affaires Etrangères Boerescu proposa, pour donner satisfaction à l'Europe, de naturaliser en bloc certaines catégories d'israélites. La France, l'Angleterre et l'Allemagne finirent par se ranger à cette manière de voir, tout en faisant certaines

réserves destinées à élargir le cadre des catégories. Le père du prince, qui suivait de près, à Berlin même, la marche des négociations, écrit à son fils, le 2 septembre, une lettre qui constitue sous la plume d'un Hohenzollern — ce qui est singulièrement étonnant et naïf — une véritable accusation de duplicité contre la diplomatie allemande :

Je crois que l'Allemagne a toujours attaché une importance spéciale à la question des chemins de fer et que la *question juive a plutôt été un prétexte qu'une fin en soi*. La Roumanie devrait mettre tout en œuvre, même au prix de sacrifices pécuniaires considérables, pour dégager les intérêts roumains des intérêts allemands... Evidemment, je ne puis me faire une idée exacte de l'exagération et de la possibilité de réalisation des exigences allemandes.

Mais les Chambres roumaines avaient refusé de voter la naturalisation des juifs par catégories et le ministère dut renoncer même à ce simulacre d'exécution de l'art. 44. Entre temps, les négociations financières s'étaient poursuivies à Berlin et les conventions de rachat qui allaient enfin sauver les placements « des magnats » et de « leurs laquais » étaient soumises au Parlement roumain, qui les discutait en commission.

Le prince écrit, le 15 novembre :

La reconnaissance de notre indépendance restera en suspens aussi longtemps que la question des chemins de fer ne sera pas résolue. C'est seulement à ce moment-là que l'Allemagne entend prendre l'initiative de l'établissement de rapports diplomatiques. Les négociations dans les commissions parlementaires au sujet du rachat se poursuivent avec beaucoup de lenteur ; il y a encore de sérieux obstacles à surmonter. Une grande impatience commence à agiter le gouvernement allemand, il attend une décision dans les 8 jours, ce qui est matériellement impossible. Radowitz dit à mon représentant Liteanu : les grandes puissances pressent l'Allemagne de se prononcer sur la question juive ; aussi, se voit-elle, de son côté, obligée d'insister pour l'aboutissement du contrat des chemins de fer, *car c'est seulement quand cette question sera réglée, que Bismarck pourra mettre toute son influence au service de la reconnaissance de votre indépendance !*

Le 3 décembre :

Boerescu communique au prince une dépêche de Liteanu, l'agent roumain à Berlin, aux termes de laquelle le gouvernement allemand est résolu à déclarer que le gouvernement roumain *ne saurait être considéré comme ayant réglé la question juive, si la convention relative aux chemins de fer n'est pas acceptée au plus vite.*

Dans une longue lettre adressée le 8 décembre à son père, et dans laquelle il l'entretint des

discussions interminables que soulève dans les Chambres les conventions avec les banquiers berlinois, le prince répète et développe ce propos :

...Dix jours s'étant à nouveau écoulés sans que l'affaire eût été résolue, le Cabinet allemand déclara qu'il ne considérait pas que la question juive fût réglée d'une manière satisfaisante si la convention des chemins de fer n'était pas votée dans les plus brefs délais. Après un ultimatum de ce genre, il ne nous reste qu'à obtenir des Chambres le vote de la convention.

La Chambre vote les conventions, mais y introduit certains amendements qui en modifient quelque peu le caractère. Grande colère à Berlin.

Le 15 décembre le prince écrit :

Les dépêches de Berlin prennent un ton si menaçant, que les ministres en sont tout consternés. Le gouvernement allemand exige que le Sénat rejette la modification du projet adoptée par la Chambre et rende ainsi possible un nouveau vote de la Chambre. La situation est très grave.

Du 18 décembre :

Le soir, arrive un télégramme chiffré du prince Antoine : l'impératrice Augusta l'a averti par écrit des dangers que courrait la Roumanie en ne réglant

pas la question des chemins de fer (suivant les conditions de Berlin).

Bratianu n'abandonne pas l'espoir de voir Berlin céder.

### LE DÉNOUEMENT

Mais Berlin ne cédait pas, et ce furent les Chambres roumaines qui furent contraintes de se déjuger. Bratianu dut obtenir du Sénat le vote de la convention sans les amendements introduits par la Chambre. Le 27 janvier 1880, la Chambre à son tour l'adopta dans sa forme primitive. Mais le gouvernement allemand exigea, en outre, que le ministre des Finances Sturdza se fit interpeller à la Chambre pour avoir l'occasion de fournir des éclaircissements publics sur certains points secondaires que les banquiers berlinois trouvaient trop peu précis. Cette interpellation avait eu lieu le 2 février. C'était le point final mis à l'interminable débat qui avait divisé l'opinion roumaine et le gouvernement allemand. En Allemagne comme en Roumanie, on se félicita de cette heureuse solution : d'une part, actionnaires et obligataires allemands des chemins de fer roumains purent légitimement se réjouir de recevoir à un taux extrêmement avantageux de

la rente roumaine en lieu et place de leurs titres dépréciés et invendables ; et le gouvernement roumain, de son côté, par ses concessions, avait acheté la bonne grâce de la diplomatie et des cercles dirigeants allemands.

Et la question juive ? Le jour où le gouvernement roumain eut réalisé le rachat, le gouvernement allemand, n'ayant plus besoin de la question juive comme moyen de contrainte, s'en désintéressa et estima que la Roumanie avait assez fait pour ses juifs et pour répondre aux exigences du Traité de Berlin en en naturalisant quelques centaines — dont beaucoup étaient déjà morts, au surplus.

Le réalisme brutal, l'impudeur de la politique allemande éclatent dans le rapprochement de deux dates : c'est le 2 février 1880 que la Chambre discute l'interpellation convenue, et le 7 février

Liteanu télégraphie que le prince Bismarck a notifié, *il y a trois jours*, aux gouvernements anglais et français, que l'Allemagne est disposée à reconnaître la Roumanie ; les cabinets de Londres et de Paris auraient donné leur adhésion, ce dernier cependant en faisant remarquer qu'il y avait lieu tout d'abord de répondre à la circulaire du gouvernement roumain au sujet de l'article 44 du Traité de Berlin.

En effet, l'Angleterre et la France ne pouvaient guère se déclarer satisfaites des mesures tout à fait dérisoires votées par le Parlement en faveur des israélites et elles insistaient pour que le gouvernement roumain s'engageât formellement à les étendre dans l'esprit du Traité de Berlin. Et M. de Freycinet, qui venait de succéder à M. Waddington au ministère des Affaires Etrangères à Paris, écrivait, le 8 février, au chargé d'affaires de France à Vienne :

....Au jour, sans doute peu éloigné, où nous serions amenés à reconnaître officiellement la Roumanie, si nous consentions à accepter le commencement d'exécution donné aux principes du Traité du 13 juillet 1878 (le traité de Berlin), comme une condition préalable suffisante, nous devrions constater aussi, en nous fondant sur les engagements mêmes du Cabinet Princier, que les modifications introduites dans la Constitution roumaine, étaient à nos yeux le point de départ nécessaire de dispositions plus étendues et plus libérales.

Mais le gouvernement roumain ne l'entendait pas ainsi. Fort à présent de l'appui de l'Allemagne, qui avait obtenu tout ce qu'elle désirait — puisque le rachat était définitivement conclu — le ministre roumain des Affaires Etrangères n'a plus de mesure à observer. Il télégraphie le 7 février à son agent diplomatique à Paris :

J'attire votre attention sur la nécessité de faire éviter toute réserve que le Cabinet français voudrait poser à notre reconnaissance, car, en dehors de mes circulaires relatives à la revision de l'art. 7, nous ne pouvons accepter aucune réserve, ni rien ajouter à ce qui est contenu dans ces circulaires. Les réserves ou conditions posées par une Puissance auraient l'effet de nous paralyser et d'entraver notre action pour l'avenir. C'est pourquoi la reconnaissance ne peut être que pure et simple.

Déjà la Russie, l'Autriche et l'Italie avaient reconnu la Roumanie. En danger de se trouver isolée dans le concert européen, la France ne pouvait tarder davantage à prendre la même résolution, et, en effet, le 20 février, le gouvernement français, à son corps défendant, accepta définitivement de signer avec l'Angleterre et l'Allemagne une note par laquelle les trois Puissances se déclarèrent prêtes « à entrer en relations diplomatiques régulières avec le gouvernement princier ».

*E finita la commedia.*

L'émancipation des juifs roumains voulue, exigée par l'Europe, solennellement proclamée dans un instrument diplomatique signé des Grandes Puissances, a donc été délibérément sacrifiée aux intérêts financiers de quelques dou-

zaines de hobereaux prussiens ; les grands principes de tolérance et d'humanité qui avaient inspiré la France au Congrès de Berlin, devaient être mis en échec par l'espoir « d'une bonne affaire » à réaliser par la diplomatie allemande. Voilà ce que les Juifs roumains doivent à l'Allemagne.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
Avant-propos.....	5
Les chemins de fer roumains.....	10
Après le Traité de Berlin.....	20
Le dénouement.....	32

---

CAHORS, IMPRIMERIE COUESLANT. — 18.606

